

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/121

12 décembre 1996

(96-5308)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: espagnol

## GUATEMALA

Déclaration de S.E. M. Juan Mauricio Wurmser  
Ministre de l'économie

Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer nos plus sincères félicitations pour la façon extrêmement compétente et judicieuse dont vous avez conduit les travaux de cette Conférence des plus importantes.

Nos vifs remerciements vont aussi au peuple et au gouvernement de Singapour pour leur hospitalité généreuse et chaleureuse.

A l'issue d'un processus long et difficile, le conflit armé interne du Guatemala qui a duré plus de 35 ans touche à sa fin, grâce à la négociation et au compromis politique auxquels ont participé pratiquement tous les secteurs de la société guatémaltèque. L'accord de paix ferme et durable sera signé le 29 décembre prochain à Guatemala, mettant fin ainsi au dernier des trois conflits armés qui ont secoué l'Amérique centrale.

Dès le début de son mandat, le Président Alvaro Arzú a pris des décisions et encouragé des actions qui ont amené le pays dans la bonne direction. A cet égard, permettez-moi de souligner trois idées fondamentales.

La première est que ce qui se passe au Guatemala obéit à une volonté délibérée de changements et de transformations vers une démocratisation profonde de notre société. Il ne s'agit pas de faits isolés, fortuits ou arbitraires, ni d'un effet du hasard. Il s'agit d'efforts systématiques en vue de réaliser les principales aspirations de la société guatémaltèque: achever la négociation de paix, apporter la sécurité à la population, entreprendre une lutte vigoureuse contre l'impunité et la discrimination, et favoriser la modernisation du pays, tout cela afin d'améliorer la qualité de vie de tous les Guatémaltèques.

La seconde idée est qu'il s'agit d'une recherche continue de responsabilités partagées dans une société très diverse qui aspire à transcender ses particularités et ses singularités pour ouvrir la voie à un effort de reconstruction nationale fondé sur l'unité la plus profonde au sein de cette diversité même.

La troisième idée est que l'effort entrepris est un effort global de tous les secteurs du pays et non pas seulement du gouvernement, car il s'agit de définir en commun les nouvelles relations et les nouveaux rôles qui devront régir la société et l'Etat, ainsi que les moyens les plus viables et les plus concrets de coexistence dans un pays réconcilié.

Il importe aussi de mettre à nouveau en relief l'appui précieux de la communauté internationale, en particulier l'impulsion donnée aux négociations par le groupe de pays favorables au processus de paix - les Etats-Unis, le Mexique, la Norvège, l'Espagne, la Colombie et le Venezuela - appui pour lequel le peuple et le gouvernement du Guatemala expriment leur appréciation et leurs remerciements.

En résumé, les conditions existent pour avancer dans des domaines où il semblait auparavant impossible de le faire; il existe des possibilités croissantes de participation organisée des citoyens parce que le gouvernement d'aujourd'hui a non seulement la légitimité politique qui se renforce avec la paix, mais aussi la volonté manifeste d'oeuvrer à des réalisations concrètes. Le Guatemala tout entier relève l'immense défi de la réconciliation interne et il est appelé à acquérir une plus grande maturité comme pays et comme société.

Il y a deux ans, nous nous sommes donné rendez-vous à Marrakech pour achever une étape importante de la vie économique de nos nations, conscients que l'interdépendance du nouvel ordre économique mondial exigeait un effort général de libéralisation et une contribution effective au système multilatéral. Le Guatemala a accepté les résultats du Cycle d'Uruguay comme un pont vers l'avenir, un moyen de parvenir à des termes de l'échange justes et équitables afin de mettre le pays sur la voie de la prospérité et du développement.

La présente Conférence est l'enceinte qui convient pour faire une analyse critique des deux premières années d'existence de notre Organisation et pour réaffirmer la volonté politique de tous ses Membres de mettre pleinement en oeuvre les engagements déjà contractés. C'est dans cet esprit que le Guatemala pour sa part participe à cette Conférence.

Bien que mon pays ait déployé de grands efforts pour développer son économie, y compris naturellement pour mettre en oeuvre les engagements d'ouverture commerciale découlant de ses obligations multilatérales, il n'y a pas de doute que le conflit armé a ajouté une lourde charge à cette tâche et a constitué un obstacle pour atteindre des niveaux de croissance correspondant au niveau d'effort de ses citoyens.

Cette expérience a renforcé l'aspiration du Guatemala à appuyer le processus d'intégration de l'Amérique centrale, qui est aujourd'hui une région de paix et de réconciliation engagée dans la voie de la consolidation de la démocratie. Le monde sait que la paix est fragile et qu'elle a suscité de grands espoirs chez nos peuples. C'est pourquoi les partenaires commerciaux qui nous offrent des possibilités d'échanges seront aussi les partenaires de la paix en Amérique centrale.

En vue de participer pleinement à l'économie et au commerce internationaux, les pays d'Amérique centrale ont adapté les normes commerciales régionales aux prescriptions de l'Organisation mondiale du commerce. Le processus d'intégration de l'Amérique centrale est tout à fait conforme aux engagements multilatéraux d'ouverture commerciale car, loin d'être un obstacle à l'égard des pays tiers, l'intégration de ces pays se traduit par un marché plus vaste et attractif pour nos partenaires commerciaux. La preuve en est que, pendant la période 1990-1995, les importations en provenance des pays tiers ont presque doublé.

Afin de promouvoir l'efficacité de l'intégration de l'Amérique centrale en tant que processus propre à stimuler la croissance de la région, afin qu'elle puisse développer pleinement son potentiel, l'Amérique centrale a besoin d'améliorer les conditions d'accès des produits d'exportation pour lesquels nos pays sont efficaces et compétitifs et élargir le champ d'action à de nouveaux domaines qui sont d'une importance critique pour notre développement économique.

Avec l'instauration du nouvel ordre commercial mondial, nous voulons renforcer, développer et élargir les normes et disciplines du GATT, en le dotant de règles plus claires et transparentes. Pour les pays en développement, la mise en oeuvre est sans aucun doute l'un des points les plus importants de l'ordre du jour, peut-être même le plus important, et c'est pourquoi nous déplorons l'absence de mise en oeuvre des Accords de l'OMC dans des secteurs vitaux pour les économies d'Amérique centrale. Il est préoccupant de constater que le protectionnisme est encore vivant et que le processus visant à l'éliminer est lent et particulièrement coûteux pour les pays en développement.

En ce qui concerne l'agriculture, nous ne voyons pas encore d'effets positifs. C'est pourquoi nous demandons instamment aux pays développés d'entreprendre le plus tôt possible l'approfondissement de la réforme agricole mondiale et de mettre fin à leurs politiques de soutien interne de la production et de subventions de leurs exportations dans ce secteur, qui nous rendent moins compétitifs par rapport aux producteurs nationaux et qui par ailleurs faussent et déséquilibrent le commerce mondial.

Dans le secteur des textiles et des vêtements, les résultats ne sont pas satisfaisants non plus. Les principaux importateurs doivent inclure dans les premières étapes de leur programme d'intégration dans le cadre de l'OMC les catégories de textiles et de vêtements qui présentent un intérêt particulier pour les pays d'Amérique centrale. Il est préoccupant aussi que les sauvegardes de transition soient appliquées sans modération et, pis encore, de manière incompatible avec les dispositions et les procédures de l'Accord. Les Membres doivent respecter l'engagement d'accorder des augmentations significatives des possibilités d'accès pour les petits fournisseurs et de créer des possibilités d'échanges notables d'un point de vue commercial pour les nouveaux exportateurs.

Il convient de souligner le progrès important que représente le nouveau système de règlement des différends, doté aujourd'hui de règles plus claires et transparentes. Pour tous les Membres, surtout pour les pays en développement, il constitue un moyen approprié de résoudre les différends commerciaux, surtout lorsqu'ils obtiennent que leurs plaintes soient examinées pendant la phase de consultations. Par ailleurs, nous considérons que le système multilatéral sera renforcé dans la mesure où tous les Membres respecteront fidèlement les rapports émanant des groupes spéciaux.

Les pays en développement sont gravement préoccupés par les initiatives visant à lier le commerce à des questions étrangères à ce dernier, comme moyen d'imposer des conditions à l'accès aux marchés, annulant ainsi les progrès réalisés dans l'élimination des obstacles non tarifaires, alors que certaines de ces questions sont du ressort d'autres instances.

En particulier, permettez-moi d'aborder la question des normes du travail. Le Guatemala est signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et il est membre de l'Organisation internationale du travail. En tant que nation, nous avons pris l'engagement de faire en sorte que les travailleurs profitent des avantages découlant de la croissance économique stimulée par le développement des échanges. Cependant, nous estimons que cette question doit être traitée dans la seule instance qualifiée pour le faire, c'est-à-dire l'Organisation internationale du travail. En définitive, nous rejetons toute initiative tendant à établir un lien entre les normes du travail et le commerce, ou qui cherche à utiliser les normes du travail comme argument de négociation et de pression commerciale.

Permettez-moi d'aborder aussi d'autres questions qui ont été soulevées à cette Conférence. En ce qui concerne l'environnement, l'Amérique centrale a inscrit cette question à son programme d'action régional dans le cadre de l'Alliance pour le développement durable. A notre avis, les considérations environnementales ne sauraient servir à faire obstacle au commerce.

En ce qui concerne les marchés publics, mon pays ne voit pas d'objection à l'idée que les procédures en la matière doivent être transparentes et qu'il ne doit pas y avoir de discrimination entre les fournisseurs. La législation interne du Guatemala contient des normes visant précisément à garantir ces objectifs, d'une manière conforme à l'ordre juridique général du pays.

Pour le Guatemala, la promotion des investissements présente une importance vitale comme moyen de créer des emplois et comme source de devises et de transfert de technologie. Le Guatemala appuie l'établissement d'un groupe d'étude à ce sujet, sans préjuger de ses résultats, qui offre la possibilité d'exprimer nos préoccupations et nos objectifs. Nous avons besoin d'un investissement étranger réel et effectif, stable, respectueux de notre ordre juridique interne et qui contribue au bien-être économique du pays.

Le Guatemala applique et développe une politique commerciale ouverte et transparente, en ce qui concerne tant le commerce des biens que celui des services, dans le strict respect des normes et des disciplines de l'OMC. Notre souhait est que nos partenaires commerciaux fassent de même, conformément au principe de la solidarité entre nations, fondement et justification finale de tout système multilatéral.

Cette politique, qui reçoit un large appui de tous les secteurs de la vie nationale, nous permet de réaffirmer notre engagement de continuer de participer de manière active et consciente de nos responsabilités à l'OMC.